
Territoires urbains et société dans la globalisation

Une mise en perspective Brésil-France

Hélène Rivière d'Arc

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/strates/616>

ISSN : 1777-5442

Éditeur

Laboratoire Ladyss

Édition imprimée

Date de publication : 30 septembre 1997

ISSN : 0768-8067

Référence électronique

Hélène Rivière d'Arc, « Territoires urbains et société dans la globalisation », *Strates* [En ligne], 9 | 1997, mis en ligne le 19 octobre 2005, consulté le 07 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/strates/616>

Ce document a été généré automatiquement le 7 mai 2019.

Tous droits réservés

Territoires urbains et société dans la globalisation

Une mise en perspective Brésil-France

Hélène Rivière d'Arc

- 1 Le propos de cet article est de mettre en perspective les effets supposés du déterminisme conjoncturel que constitue la globalisation libérale sur les grandes villes, et certains processus socio-économiques endogènes qui les marquent, les distinguant fortement les unes des autres. Nous avons choisi de comparer certains de ces processus que nous considérons comme importants à Sao Paulo et à Paris. L'accès à la propriété, comme moyen d'intégration à la ville, et les conséquences actuelles de son histoire en constituent un faisceau. Trait marquant de la situation sociale, urbaine et politique aujourd'hui en Amérique latine et notamment au Brésil, il représente une éventuelle alternative à une exclusion dont les traits sont différents d'un continent à un autre.
- 2 Nous sommes partie de l'idée que Paris remplissait, plus que Sao Paulo, les conditions d'appartenance au « statut » de ville globale telles que les a définies Saskia Sassen¹. Et par conséquent que les processus d'intégration-exclusion y étaient en quelque sorte plus fortement liés à ces conditions. Nous nous y trouverions, si nous lisons les travaux de nombreux auteurs, dans une période postfordiste qui conditionne à sa façon ces processus. Rappelons cependant que Paris n'est pas, par défaut, d'après Sassen, un idéal-type de la « ville globale », puisque seules New York, Londres et Tokyo en remplissent toutes les conditions.
- 3 Mais que dire alors de Sao Paulo ? Milton Santos lui attribue le qualificatif de « lieu mondial »² ; cette considération nous aide à formuler notre hypothèse, à savoir qu'on se trouve à Sao Paulo en un moment de télescopage entre la diffusion de certains effets de la mondialisation, un après-fordisme restreint, et une rupture de la croyance dans la linéarité de l'intégration à la ville par l'accès au salariat. Un phénomène alternatif à cette rupture de croyance est la généralisation assez massive de l'accès à la propriété. Ainsi, notre hypothèse est que, d'une part, les processus socio-économiques importants, sinon dominants, à Sao Paulo et à Paris, sont très différents ; et d'autre part, que les traits qui

les caractérisent relèvent de l'histoire particulière nationale ou même de l'histoire de chaque ville.

- 4 Ayons à l'esprit, de façon résumée, quelques-uns des effets de la globalisation sur les villes. Plusieurs auteurs, notamment aux Etats-Unis, ont défini les caractéristiques des villes globales ou des villes dans la globalisation³. De cette distinction, et pour notre hypothèse, nous retiendrons seulement que Paris est plus proche du modèle-type de la ville globale que Sao Paulo. Quelles sont ces caractéristiques ? La concentration d'un certain nombre d'activités, notamment financières, relevant de la globalisation, provoquent l'accentuation d'une dualité sociale et spatiale, autrement dit de formes de polarisations. Celles-ci semblent être au nombre de quatre. Les voici :
- 5 1) Polarisation économique : activités financières et production de services financiers, assorties d'un nombre croissant d'emplois de haute qualification (tertiaire globalisé).
- 6 2) Polarisation socio-économique : les emplois hautement qualifiés correspondant à ces activités se multiplient alors que d'autres régressent, plus traditionnels, généralement occupés par une couche de petite classe moyenne (employés, ouvriers, commerçants...). A l'autre extrême, il y aurait multiplication des emplois précaires et les moins qualifiés (nettoyage, livraison, etc.), impliquant de nombreux déplacements des gens mal payés vers les zones d'activités.
- 7 3) Polarisation économique-spatiale : de nouveaux quartiers dans les villes sont réédifiés, modifiés, équipés et consacrés à ces nouvelles activités.
- 8 4) Et enfin, polarisation socio-spatiale, les quartiers de hauts revenus et les quartiers pauvres s'écartant et se différenciant de plus en plus les uns des autres.
- 9 Sur ce modèle à dominante économique s'en greffe un autre qui traduit un nouveau comportement culturel des couches moyennes. Se mondialisant, de plus en plus mimétiques d'un bout à l'autre de la planète, ces dernières sont en même temps consommatrices d'une singularité urbaine produite par des spécialistes de la mémoire reconstituée, ou d'un certain exotisme. David Harvey appelle cette consommation la gentrification⁴. Mais la globalisation n'élimine pas, au contraire, la tension entre la recherche d'une originalité locale de vie et l'homogénéisation des goûts et des modes de vie à l'échelle de la planète. Aussi renvoie-t-elle à une approche réelle et virtuelle horizontale des phénomènes.
- 10 Pour expliquer la phase actuelle, les auteurs qui introduisent méthodologiquement l'idée de passage d'une période à une autre, du fordisme à la flexibilité par exemple, font, plus qu'au concept de globalisation, appel à celui de mondialisation. L'idée fordiste d'une croissance linéaire fondée sur trois piliers — industrialisation-urbanisation-salarisation — s'est effondrée à la fin des années 1970. Les conséquences territoriales que l'articulation de ces trois piliers avaient exercé sur les formes sociales d'occupation de l'espace ont été largement décrites pour la France⁵. Elles ne le sont pas dans les mêmes termes pour le Brésil.
- 11 Le cas de Sao Paulo est particulièrement intéressant à cet égard. Nous l'avons déjà dit, Milton Santos remarque que Sao Paulo fait, à la périphérie, partie des « lieux mondiaux ». Il en veut pour preuves la vigueur de la croissance industrielle, le contrôle de l'information, l'hébergement de la presque totalité des agences bancaires ayant une activité à l'étranger et de quatorze parmi les dix-neuf banques commerciales étrangères présentes au Brésil, etc. Du point de vue des emplois, ce sont les activités techniques, scientifiques et leurs annexes qui ont connu la plus forte croissance proportionnelle au

cours des années 1980. De 1971 à 1986, les emplois correspondant sont passés de 200 000 à 600 000 dans la région métropolitaine alors que l'emploi total augmentait de 94% seulement. Autre effet de la mondialisation, dit Milton Santos, cette croissance a supposé et exigé des équipements urbains extrêmement modernes et coûteux au détriment des services aux populations dont 30% vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Ces différentes catégories de pauvres, travailleurs informels, inoccupés, précaires ou très modestes salariés formels, qui vivent surtout dans des zones périphériques, mais sont présents aussi dans le centre-ville, qui sont majoritaires dans la population active, représentent-ils l'autre extrême de « la nouvelle division métropolitaine du travail » ? Nous pensons qu'ils sont plutôt les héritiers d'un courant historique de l'emploi combinant la pratique traditionnelle du travail informel⁶, les récessions des années 1980 et les effets des rythmes de croissance exponentiels et par immigration qu'a connus Sao Paulo jusqu'à 1985.

- 12 Dans ce contexte, les mots qui servent à décrire la ville sont les mêmes qu'en France : fragmentation, zones défavorisées, pauvreté, périphérie, exclusion, réseaux, participation, crise urbaine, crise de citoyenneté, etc. Il est même jusqu'à certains éléments visibles du paysage urbain, résultats plus ou moins dérivés des politiques locales, qui apparaissent proches au premier regard — les grands ensembles résidentiels populaires, par exemple. Mais il semble bien qu'une observation plus attentive révèle que les situations sociales, et, en conséquence, leur inscription dans l'espace et dans certaines formes urbaines témoins de l'histoire sociale, ne se ressemblent pas et surtout n'appartiennent pas au même moment d'histoire immédiate.
- 13 Notre analyse comparative porte sur trois éléments qui font système : l'accès à la propriété, l'image et la représentation des espaces périurbains, l'attitude de l'aspirant propriétaire. Elle se veut une expression de l'impact de l'endogène sur le global et de la différence des temporalités structurées par cet impact.
- 14 On a déjà signalé que l'on retrouve en apparence quelques-uns des mêmes traits dominants dans les villes d'Amérique et d'Europe. Ces villes sont sans doute proches par la culture, mais il faut tenir compte de considérables différences. Les taux d'urbanisation latino-américains par exemple, et particulièrement les taux brésiliens, n'ont pas eu leurs pareils dans le monde au cours des quarante dernières années. Ce moment n'a sans doute pas eu non plus d'équivalent dans l'histoire. Le rythme d'extension aréolaire d'une ville en Amérique latine a été de l'ordre d'une multiplication par dix depuis les années 1920. Dans les années 1960, le rythme de croissance de la population atteignait parfois 7% l'an. Il s'est souvent maintenu à 3% jusqu'au milieu des années 1980.
- 15 Dans un tel contexte, on peut faire siennes les affirmations toujours répétées par les ONG, selon lesquelles les deux tiers environ des zones urbanisées en Amérique latine l'ont été en dehors de toute planification publique préalable et en dehors des normes établies par les codes d'urbanisme. De fait, elles sont le produit de processus de régularisation postérieurs à leur occupation. Aucune ville européenne, quels que soient son rythme de croissance et/ou ses phases de prospérité économique, ne s'est étendue selon ce procédé. Les rythmes de croissance, beaucoup plus modérés dans le temps, y ont eu pour conséquence que dans les moments de plus grande pression démographique, l'absorption de nouveaux urbains s'est produite plutôt par la densification et la taudification. Cette géographie historique fait que la représentation sociale de la ville est différente et que l'utilisation des espaces reconstruits ou transformés n'évolue pas de la même façon. Ainsi s'est-on finalement aperçu par exemple que le terme français de bidonville n'avait pas vraiment d'équivalent. En effet, un bidonville n'évolue pas ; il disparaît. En revanche, une

favela, une *barriada*, une « invasion », etc., évoluent assez rapidement dans le temps et la réalité de ce changement potentiel est contenu dans chacun de ces termes eux-mêmes.

- 16 Chaque histoire de ville reflète, tant au Brésil qu'en France, certains épisodes locaux de l'histoire nationale. *Favelas*, occupations, invasions « irrégulières », étaient, dans l'histoire brésilienne du XX^e siècle, des phénomènes beaucoup plus intenses dans les villes du Nord-Est ou à Rio de Janeiro que dans les villes plus marquées par l'immigration européenne que sont Sao Paulo ou Curitiba. Au cours des années 1970 et 1980, il y a eu une sorte d'homogénéisation du procédé d'accès au sol urbain à l'échelle du territoire national, qu'il s'agisse encore, en ces années 1990, des conséquences de l'immigration et d'une croissance de population forte, comme à Salvador de Bahia, ou d'un phénomène d'implosion urbaine, comme à Sao Paulo⁷. En France, densification et taudification ont été, au cours de l'histoire, fonction d'une pression plus ou moins différenciée selon les régions.
- 17 Si le résultat de ces histoires est l'extension de l'accession illégale au sol urbain généralisée à toutes les villes du Brésil, donc d'un phénomène qui non seulement garde de son actualité mais qui est tout à fait contemporain, en France en revanche, on assiste au retour du taudis et du vagabondage. Mais ces processus, qui correspondent à des temporalités non seulement différentes mais divergentes, ne donnent pas des résultats comparables en termes quantitatifs.
- 18 En effet, les repères ne sont pas du même ordre. Regardons par exemple les agglomérations de Paris et de Sao Paulo qui comptent chacune de 11 à 14 millions d'habitants. D'après E. Maricato, 2 500 000 personnes à Sao Paulo vivent dans des lotissements illégaux et 15% dans des *favelas*. Enfin, il y aurait dans la ville un million de taudis. Certaines sources ont prétendu qu'environ 100 000 personnes dormaient dans la rue. Cependant, le journal *La Folha de Sao Paulo* (décembre 1996), faisant état d'une enquête menée récemment, n'en dénombre qu'un peu plus de 5 000, dont 300 enfants⁸. Dans l'agglomération parisienne, près de 200 000 logements seraient hors normes (mais la notion de taudis n'existe pas dans les classifications), et près de 100 000 personnes vivraient dans la rue ou dans des logements de fortune ou de circonstance. C'est beaucoup plus qu'à Sao Paulo. Le processus en cours est celui de la dégradation de certains sites urbains et de l'augmentation du nombre de SDF.
- 19 Les traits dominants de ces situations socio-spatiales, d'un point de vue emblématique, sont donc très différentes. Elles reflètent des spécificités liées à l'histoire du salariat à Paris et à l'histoire de l'intense immigration à Sao Paulo.
- 20 Plus signifiante sans doute serait la mise en perspective des modes d'accès au logement. En Amérique latine, et à Sao Paulo depuis une époque plus récente qu'ailleurs, les pauvres utilisent un savoir-faire collectif et séculaire au Brésil : l'occupation ou l'invasion. Malgré les politiques d'éradication des habitats résultant de ce type d'occupation qui ont ponctué l'histoire des villes (voir l'histoire de Rio, celle de Recife...), ce sont les processus de « régularisation », débouchant sur la propriété, qui ont résolu tant bien que mal la pression exercée par les occupants sans titre. Au cours des années 1980, et en dépit d'une réflexion des experts internationaux, menée à la demande du Brésil, sur l'opportunité du développement du logement locatif, la propriété a donc augmenté dans de larges proportions.
- 21 Par exemple, la population propriétaire de son logement est majoritaire dans l'agglomération de Sao Paulo et sa proportion a augmenté entre 1980 et 1990. Mais elle

l'est encore plus si l'on considère uniquement la périphérie⁹. Certes, objectera-t-on, et les auteurs de l'article auquel nous nous référons ici le font eux-mêmes remarquer, l'habitat résidentiel de standing élevé a gagné les périphéries lointaines dans une ville comme la capitale économique du Brésil (par la multiplication du type de résidence appelé *condominio fechado*¹⁰) ; mais il n'en reste pas moins que cette périphérie est peuplée en majorité de pauvres vivant dans des habitations précaires. Ainsi, ce modèle d'urbanisation s'est intensifié à Sao Paulo, comme dans tout le pays.

- 22 Avons-nous là une traduction de cette quatrième polarisation signalée au début de cet article, qui serait un effet de la globalisation néo-libérale ou de l'après-fordisme : intense différenciation entre de nouveaux quartiers résidentiels pour hauts revenus et gentrification commerciale (cf. le *condominio* « fermé » et le *shopping-center*), et la concentration spatiale des bas salaires et de la pauvreté ? Quantitativement, ces types de polarisations, à Paris et à Sao Paulo, ne sont pas comparables. Et d'autre part la représentation de la pauvreté et de l'exclusion, en somme d'une certaine stigmatisation qu'expliquerait l'appartenance à ces lieux, ne relève pas de la même analyse sociologique. En effet, nous faisons l'hypothèse que l'édification, à Sao Paulo, de ces nouveaux quartiers auto-construits et attribués ensuite en propriété correspond à une phase d'intégration. Par leurs activités, les habitants sont plus proches d'une partie du secteur informel traditionnel que du nouveau pauvre, de l'exclu ou du SDF parisien. On retrouve ce modèle dans toutes les villes brésiliennes, mais aussi, même si le processus d'occupation ne se déroule pas de la même façon, en Amérique latine. Un modèle circule donc qui n'a pas son pareil en Europe¹¹.
- 23 La possession ou la propriété d'un terrain, de murs et de toits, reste la revendication ou le droit le plus populaire parmi les couches défavorisées au Brésil, tout comme au Mexique. Il continue de sous-tendre une pression extrêmement forte sur les autorités publiques. Pendant plus de vingt ans, il a été le thème de manifestations le plus mobilisateur. Avec l'appui de médiateurs divers comme les ONG, le mouvement qui s'est créé autour de cette revendication et les luttes qui l'ont accompagnée ont connu de réelles réussites, et toutes les municipalités sont aujourd'hui dotées d'un appareil juridique de « régularisation » d'accès au sol et/ou aux logements¹². Il va sans dire que ces derniers sont le plus souvent déficients, auto-construits, sommaires, mal équipés et mal situés. Nous reviendrons sur ce point, mais seulement après avoir évoqué quelques réalités parisiennes.
- 24 La question du logement en France dans les villes qui ont connu une forte croissance au cours des années 1950 et suivantes était aiguë. Il y avait des bidonvilles à Paris dans les années 1960 où habitaient surtout des immigrés. Il y avait aussi des mal-logés. Parallèlement, des politiques du logement ont ponctué son histoire récente dans l'agglomération parisienne¹³. Plusieurs d'entre elles évoquaient le rêve de la maison individuelle en propriété qu'aurait caressé toute famille française .
- 25 La situation est cependant et brièvement la suivante à l'aube des années 1990. Dans les communes dites populaires ou défavorisées de la banlieue parisienne¹⁴, 44% seulement des habitants sont propriétaires (1992), contre 80% à Sao Paulo ou à Recife, tandis que cette proportion tombe à seulement 20% dans les quartiers prioritaires¹⁵. Des cartes de la banlieue parisienne entre les deux guerres montrent aussi que la proportion des propriétaires était alors extrêmement faible ; dans les communes ouvrières telles que celles de la banlieue nord (Aubervilliers, Saint-Denis, Pantin), elle ne dépassait guère 5%¹⁶.
- 26 Que peut-on en conclure ? Que l'histoire du logement et de sa représentation n'est pas la même, que le sens que l'on donne à son accès par la propriété n'est pas non plus le même

et n'est pas appelé à le devenir. Et qu'enfin, l'inversion d'une ville à l'autre des données quantitatives contribue à expliquer que les structures socio-spatiales, ici et là, n'ont pas évolué en parallèle.

- 27 Ce qui précède révèle que, pressées par une urgence dont les causes ne sont pas nouvelles et par les effets exponentiels de l'expansion urbaine, et s'appuyant en alternance sur des instruments juridiques ou clientélistes, les autorités locales des villes brésiliennes sont contraintes de traiter le sol en cours d'occupation/urbanisation comme une marchandise tout à fait particulière, dont le potentiel spéculatif ne peut se donner libre cours. Le gouvernement local se réserve de réguler l'accès à ce bien par des méthodes certes lentes au regard de la pression exercée, et, comme on l'a dit, le plus souvent clientélistes. Néanmoins, cette régularisation est devenue pour une grande part de la population le résultat d'une conquête. C'est aussi la traduction concrète d'une impossibilité de la part des pouvoirs publics de répondre à ce qui, dans la Constitution, apparaît comme un droit. En bref, les villes brésiliennes, y compris Sao Paulo — dont une des priorités municipales, pendant le gouvernement populaire de Luisa Erundina (Parti des Travailleurs), était la régularisation foncière —, se sont trouvées dans cette phase d'accès massif à la propriété urbaine. Celui-ci, qui a le plus souvent pris la forme de l'accès à la maison individuelle, a joué un grand rôle intégrateur, reconnaît Luis Cesar Ribeiro¹⁷. On peut aussi faire l'hypothèse qu'il s'agit là d'une étape importante dans le cheminement vers la citoyenneté, qui contribue à fonder la société civile. *« L'importance de ce moment que constitue l'accès à la propriété dans les quartiers irréguliers comme "école de civisme", comme le dit Dominique Mathieu à propos de Mexico¹⁸ — mais cela convient à Sao Paulo — ne peut être annulée par une autre logique qui consiste à dire que les miettes de redistribution de mauvaise qualité, telles que celles que l'on vient de décrire, entravent tout processus d'émergence véritable de citoyenneté en Amérique latine¹⁹ »*
- 28 Il ne s'agit certainement pas ici pour nous de porter un jugement admiratif sur ces « miettes de redistribution » mais bien plutôt de constater que la ville brésilienne n'est pas, du point de vue de sa recomposition socio-spatiale, dans la même temporalité que la ville française ou européenne, même si l'on peut constater parfois que des causes différentes peuvent avoir les mêmes effets.
- 29 Le propriétaire fut en France la première figure juridique du citoyen. En fait, au Brésil aussi. Dans les deux cas, les propriétaires étaient peu nombreux. Puis l'histoire de la salarisation fait de l'accès au travail la deuxième composante de la citoyenneté ; elle supplante même la première en devenant massive. A propos d'elle, Bruno Lautier et Jaime Marques Pereira, dans plusieurs textes, ont parlé de citoyenneté salariale. Dès lors que l'on a un salaire, l'accès au logement devient une évidence, mais en même temps la propriété perd de son pouvoir de concentration des droits. Le logement-propriété perd de son caractère emblématique de droit par excellence et, en France, la régulation de son attribution par l'État dans le cas des salariés les plus modestes compense les excès de sa nature marchande. Quant à la pression démographique, en Europe ou en France, elle n'atteint jamais, même aux moments les plus intenses de l'émigration rurale, les records latino-américains des quarante dernières années qui conditionnent directement la composition socio-spatiale urbaine d'aujourd'hui.
- 30 Insistons cependant sur le fait que les processus semblent avoir été assez proches. On a cru au Brésil à la salarisation massive et à l'évolution linéaire de cette salarisation, tout comme en France, depuis les années 1950 et jusqu'au début des années 1980. On a, en conséquence, créé des instruments financiers d'accès au logement populaire, à l'échelle

nationale. Le projet était de créer une immense couche de propriétaires parmi les salariés²⁰. On a alors construit en quantité de grands ensembles dans les périphéries des villes dont l'espace, en même temps, n'était guère compté. Toutefois, et contrairement à ce qui se passe en France, il n'existe actuellement au Brésil aucun questionnement sur les formes urbaines que constituent les grands ensembles. Ils ne transmettent aucune des représentations particulièrement négatives que provoquent les cités de banlieue à Paris.

- 31 Qu'en est-il pourtant ? On a souvent dit que les appartements n'avaient été attribués qu'à une petite fraction des couches les plus modestes (5% à Sao Paulo, par exemple, dit Milton Santos²¹). Cela semble peu lorsqu'on s'en tient au regard que l'on promène sur le paysage urbain. Certes, le système BNH (système national de financement par le *Banco Nacional de Habitação*) ne fut pas le seul. Il faut également tenir compte des politiques des états fédérés qui ont donné lieu à l'édification de logements populaires que l'oeil ne distingue pas des premiers. Quoiqu'il en soit, la présence d'édifices dégradés, de mauvaise qualité, dans un environnement en services déficient, est partout visible. Ainsi, l'architecture et l'urbanisme des grands ensembles populaires brésiliens ne sont guère plus plaisants que ceux des cités parisiennes. Cependant, les indicateurs sociaux correspondant aux familles qui les habitent sont ceux de la moyenne des indicateurs des couches populaires et non les pires. Si on parvient à les isoler, on peut même supposer qu'ils sont un peu supérieurs à ceux de la population des « invasions ». Et de fait, au coeur du débat des intellectuels préoccupés par la problématique de l'espace urbain, le grand ensemble n'est pas un mal. On prétend qu'il s'urbanisera petit à petit. Il peut même être à l'origine de l'apparition d'un quartier. Bref, le problème de la banlieue post-fordiste, territoire d'exclusion en cours d'enfermement sur lui-même que décrivent Catherine Bidou, Jacques Donzelot et d'autres à propos des grandes villes françaises, n'existe pas dans les mêmes termes²². Et cela pour deux raisons : ce type d'urbanisme n'est pas mis en cause par les planificateurs ou les architectes au service de l'Etat local, malgré le fort discours proféré actuellement sur l'environnement urbain ; et l'accès à un appartement, même si on a tendance à préférer une maison individuelle, reste toujours considéré comme un privilège, sinon une faveur, et comme la preuve de l'appartenance au statut de travailleur formel. Si l'on prend en compte que la situation de salarié formel, associée à la protection sociale qu'elle suppose, n'a jamais correspondu qu'à une fraction de la population, on peut expliquer ces représentations.
- 32 Que signifie alors se situer dans la période après-fordiste, du point de vue de la composition socio-urbaine à Sao Paulo ? C'est finalement mal poser la question car la population vit plutôt les résultats de dix ans de crise économique dans un contexte où l'emploi de type fordiste reste encore fortement présent²³. Licia Valadares, chercheur à l'IUPERJ, au cours d'une conférence à l'IFU²⁴ de Paris VIII en a également fait l'hypothèse. La simultanéité des courants de pensée, notamment la croyance dans la linéarité de l'accès au salariat, les entrées massives, de fait, dans le salariat pendant les années 1960-1980, et les politiques urbaines qu'elles ont provoquées sont donc assez trompeuses.
- 33 Ce qui vient d'être dit sur l'accès à la propriété et le logement pourrait l'être aussi à propos de la participation et du partenariat. On ne peut penser par exemple que, dans une agglomération comme celle de Paris, subissant les contraintes d'un urbanisme très réglementé afin de protéger à la fois le bon fonctionnement du marché immobilier, l'histoire, la mémoire et la société, la participation et le partenariat puissent prendre les formes d'un échange entre l'accès à la propriété du sol et d'une cabane, et la force de

travail des insolubles. Mais ce partenariat est encore aujourd'hui une caractéristique de ce qu'on a appelé le Tiers-Monde.

- 34 Un mot enfin du secteur informel. Qu'en est-il ? Saskia Sassen montre comment la multiplication des activités ou emplois de services très peu qualifiés conduit à leur précarisation. Londres et New York sont exemplaires de cette tendance. Mais les causes de cette dernière sont-elles la globalisation, le néo-libéralisme mondial ou la tendance historique qui caractérise les sociétés post-industrielles ? Ou les trois à la fois ? Elle remarque en outre que dans ces villes, il est communément admis que le secteur informel est en grande partie le fait des « communautés immigrées » qui transfèrent dans leur nouveau milieu les pratiques de l'ancien, un pays du Tiers-Monde en général.
- 35 Une des explications qui rendrait la globalisation responsable de cette diffusion de l'informalité et de la précarité, appelée flexibilité dans l'ère post-industrielle, serait le développement d'un type de consommation propre à la gentrification. Il y serait répondu par le biais de toutes sortes de petites entreprises à la limite de l'atelier, situées dans les zones de grande densité urbaine ou de gentrification. C'est ainsi qu'un capitalisme avancé créerait un secteur informel (ou flexible). Ni Paris, ni Sao Paulo ne correspondent à ce schéma. Pourtant, il leur convient partiellement : Paris a également un secteur informel où sont largement présentes les communautés immigrées. Mais avec plus de 10% de chômeurs, la capitale française connaît sans doute plus l'exclusion et le chômage que le développement de ce type de secteur.
- 36 On peut penser aussi que Sao Paulo a ses immigrés intérieurs susceptibles de promouvoir des activités informelles. Le chômage (dans le sens du mot portugais *desemprego*, c'est-à-dire dépourvu d'emploi) y est beaucoup moins important qu'à Paris (environ 6%), bien que certains affirment aujourd'hui qu'il y a un million de personnes sans travail à Sao Paulo²⁵. Ce qui est certain, c'est que le secteur informel s'est largement développé. La stagnation des adhésions à la sécurité sociale le confirme. Mais comme nous l'avons déjà dit, il peut être considéré comme l'alternative traditionnelle à des crises qui se sont déroulées au cours des années 1980 et qui ont été interprétées par les économistes comme des crises spécifiquement latino-américaines, sinon spécifiquement brésiliennes. Si l'on prend en considération cette dimension « alternative », on observe que le travail informel, produit du clientélisme ou de l'existence simultanée de plusieurs marchés, n'est vraiment dénoncé par aucun acteur collectif de la vie urbaine. Même pour le monde humanitaire qui se substitue souvent aux autorités publiques pour promouvoir le travail sous forme communautaire ou coopérative, la déclaration sur le registre des entreprises ou des commerces n'est pas prioritaire. Elle ne l'est pas non plus pour les populations auxquelles s'adressent ces actions parce que l'image de l'État providence, bien que présente et reflet d'un imaginaire contradictoire et relativement flou, est différente de celle produite en France.
- 37 La conclusion que nous voudrions tirer de cette argumentation est que les phases dans lesquelles on se trouve, de part et d'autre de l'Atlantique, ne sont pas les mêmes. Mais aussi que chacune de ces phases n'est pas réductible à celle qui s'est déjà passée de l'autre côté. La ville latino-américaine ne préfigure pas la ville européenne de demain ni l'inverse, malgré la présence ici et là de certains effets de la mondialisation. Ainsi à propos des points d'observation de la société urbaine que nous avons choisi d'analyser, il apparaît que l'histoire et les savoir-faire politiques l'emportent sur ces effets.
- 38 Ici et là, on pose aujourd'hui la question de « l'intégration dans la civilisation urbaine » ; c'était un des slogans des politiques publiques intitulées en France *Banlieues* 1989. Il fallait

transformer les banlieues en villes quand on s'est rendu compte que l'intégration par le salariat s'épuisait.

- 39 Peut-on dire en revanche, comme le font certains auteurs, que par le biais de l'accès à une modeste maison (et non plus au salariat, dont la phase aurait été en pratique escamotée en Amérique latine malgré la croyance qui a prévalu pendant deux ou trois décennies), les villes latino-américaines vivent ou sont en train d'achever une phase intégratrice ? Ce serait une affirmation assez provocante, mais qui a le mérite d'obliger à poser de façon différente la question de l'exclusion urbaine.
- 40 La masse des pauvres des récentes zones urbanisées d'Amérique latine — et même Sao Paulo qui abrite cependant, comme on l'a vu, la plus forte proportion ouvrière des villes du Brésil — n'a pas de souvenir d'un âge d'or ouvrier. Une interprétation de la société des grands ensembles, se répercutant plus largement sur la banlieue au sens large et qui concerne les grandes villes de France, n'a pas cours au Brésil : « ... les grands ensembles, machine à diffuser la modernité, l'émancipation par le salariat, la production et la consommation de masse. Ces quartiers révèlent que le système de l'économie industrielle marchande et de la dépersonnalisation institutionnelle est excessivement fragile et qu'il fut d'une pertinence historique extrêmement courte ; il s'est trouvé décrédibilisé dès que la mythologie productiviste a été affectée. Et le grand brassage individualiste qu'il a produit a fait apparaître crûment les effets d'atomisation sociale, parfois authentiquement anomiques, dès que ses moyens de soutenir la croissance du niveau de vie se sont amoindris ²⁶. »
- 41 On peut mettre en perspective ce propos avec ceux-ci qui décrivent Sao Paulo : « Une partie extraordinaire de l'histoire de Sao Paulo est la solidarité mutuelle qui existe entre le lieu de travail et le foyer, entre la fabrique et la maison, à mesure que les travailleurs opprimés et les habitants pauvres ont appris les uns comme les autres à se protéger mutuellement et partent alternativement pour la ligne de front. ²⁷ » Et « ...entre 1980 et 1985, furent enregistrés 2 360 lotissements, comprenant 278 345 lots qui représentaient une zone totale de 12 763 hectares ²⁸. » Voilà pourquoi la fragmentation, l'exclusion, l'individuation et l'intégration n'ont pas les mêmes contenus.

BIBLIOGRAPHIE

CASTEL Robert (1995), *Métamorphose de la question sociale*, Paris, Fayard.

DOLLFUS Olivier (1997), *La mondialisation*, Paris Presses de Sciences Po.

GARCIA CANCLINI Nestor (1996), *Consumidores e Cidadãos, Conflitos multiculturais da Globalização*, Ed. UFRJ, traduit de l'espagnol.

IANNI Octavio (1994), *A cidade global*, *Revista Cultura Vozes*, E. Vozes, 2, marzo-abril.

QUEIROZ RIBEIRO Luis Cesar de & Alves dos Santos Junior Orlando, org.(1994), *Globalização, fragmentação e reforma urbana. O futuro das cidades brasileiras na crise*. Civilização brasileira.

Retratos de Sao Paulo (1996), Diretorio Municipal do Partido dos Trabalhadores de Sao Paulo.

SACHS Céline (1990), *Sao Paulo, Politiques publiques et habitat populaire*, Paris, Ed. de la Maison des Sciences de l'Homme.

NOTES

1. Voir Saskia Sassen, *The Global City, New York, London, Tokio*, Princeton University Press, 1991.
2. Milton Santos, « Un centre à la périphérie ». In : Marie-Françoise-Durand, Jacques Lévy, Denis Retaillé, 1993, *Le monde, espace et systèmes*. Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques et Dalloz.
3. Outre Sassen, déjà citée, on peut consulter Manuel Castells, *The Informational City. Information Technology, economic restructuring and urban-regional Process*, Oxford, Blackwell, 1989. Les villes dans la globalisation réunissent des fonctions et des caractéristiques liées à cette dernière, dont on ne sait pas si les tendances qu'elles connaissent les conduiront vers le statut de villes-globales ou non.
4. Voir David Harvey, *The urban experience*, Basil Blackwell, 1991.
5. Voir Catherine Bidou-Zachariasen, « Les rigidités de la ville fordiste, Les banlieues françaises face à la crise économique », *Espace et Société*, 81, 1995. Voir aussi Jacques Donzelot, *L'État animateur, essai sur la politique de la ville*, Ed. Esprit, 1994.
6. Bien entendu, cette formulation n'est ici qu'un condensé de tout ce que signifie « travail informel », assorti des analyses qui lui ont été données.
7. D'après des données statistiques livrées par Erminia Maricato, ancienne secrétaire à la planification du gouvernement municipal de Sao Paulo, au cours d'une conférence au CEPREMAP, Paris, février 1996.
8. Cela nous paraît cependant très peu.
9. Cf. Luis Cesar Ribeiro et Luciana Correa do Lago, « Brésil, évolution métropolitaine et nouveaux modèles d'inégalités urbaines ». *Problèmes d'Amérique latine*, La Documentation française, 14, juillet-septembre 1994. Numéro spécial « La ville et l'Amérique latine ».
10. Il s'agit d'ensembles d'immeubles en copropriété dont l'accès commun est surveillé par des vigiles.
11. Nous pensons par exemple ici à l'agglomération de Mexico, dont une carte récente nous révèle la grande proportion de propriétaires ou en voie de l'être dans la périphérie. Voir par omission, par rapport aux domiciles loués, la carte de la page 89, par Antoine Dirat, dans *l'Ordinaire latino-américain*, mars-avril 1995.
12. Dans une ville comme Recife, par exemple, on voit que la proportion de propriétaires dans les anciennes invasions urbanisées est très élevée, voire plus que dans les quartiers de classe moyenne : à Brasília Teimosa, ancienne invasion connue pour ses luttes, 80% des domiciles appartiennent à leurs occupants ; à Boa Viagem, quartier majoritairement de classe moyenne, ce taux n'est que de 67%. Information de la *Secretaria de Planejamento Urbano e Ambiental* de la ville de Recife, 1995.
13. L'accès à la propriété en logement social a été tentée dans les années de moindre pression, 1960-1970, par des aides à la personne, des prêts personnalisés, etc. Voir Catherine Bidou-Zachariasen, *op.cit.*
14. C'est-à-dire qui compte au moins un quartier prioritaire.
15. *INSEE Première*, 234, 1992.
16. Cf. Jean Ménanteau, *Les banlieues*. Le Monde Poche, 1994.
17. *Op. cit.*

18. Voir Dominique Mathieu, « Deux visions du populaire : démocratie informelle ou démocratie participative à Mexico », *L'Ordinaire latino-américain*, mars-avril 1995.
19. Plusieurs Conférences de Manuel Antonio Garreton, IHEAL, 1995.
20. Cela fut affirmé par les gouvernements militaires successifs.
21. Voir Milton Santos, *Metropole corporativa fragmentada, o caso de Sao Paulo*, Nobel 1990.
22. Catherine Bidou, *op.cit.*, Jacques Donzelot, *op.cit.*
23. L'emploi industriel manufacturier se maintient à un haut niveau : « Avec plus de deux millions et demi de travailleurs manufacturiers en 1988, elle (Sao Paulo) abrite, à l'égal de ces deux autres métropoles (Los Angeles et Tokyo) une des plus importantes masses ouvrières du globe. Ces travailleurs représentent près d'un tiers de la population active de l'aire métropolitaine... », Milton Santos, in Marie-Françoise Durand, Jacques Lévy, Denis Retailé, *Le Monde, espaces et systèmes*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques et Dalloz, 1993. Cependant, dans plusieurs articles récents, Joao Saboia montre que l'emploi salarié avec carte de travail diminue proportionnellement à Sao Paulo au profit du travail informel, dont on ne sait pas s'il s'agit d'activités informelles/précaires/flexibles, liées à la polarisation due à la globalisation, ou d'activités relevant d'une reproduction exponentielle du secteur informel « traditionnel ». Enfin, un article paru dans *Le Monde* et un autre dans *le Courrier International* (janvier 1997) rendent compte de nombreuses pertes d'emplois dans l'ABC pauliste (la périphérie industrielle de Sao Paulo), notamment dans le secteur automobile.
24. IUPERJ : Institut d'Urbanisme et de Planification économique de Rio de Janeiro. IFU : Institut Français d'Urbanisme.
25. Il est difficile de vérifier cette statistique, diffusée pourtant par de nombreuses personnes. Cela représenterait 15% de la population active.
26. Voir Philippe Genestier, *Le vocable ville ; métonymie et euphémisme*. Communication au colloque « Pratiques urbaines », Nanterre septembre 1995.
27. Voir William W. Goldsmith, « Sao Paulo, cidade mundial ; industria, miseria e resistencia ». In : Lucio Kowarick (org.), *Sao Paulo, passado e presente . As lutas sociais e a cidade*. Paz e Terra, 2e ed. 1994.
28. Voir Vinicius Caldeira Brant (coord.), *Sao Paulo, trabalhar e viver*. Ed. Brasiliense, 1989.

RÉSUMÉS

On a souvent tendance à dire que la phase actuelle de globalisation néo-libérale provoque des effets similaires sur les recompositions socio-économiques dans toutes les grandes villes de la planète – et particulièrement dans celles de l'Europe et de l'Amérique. Mais les traits dominants de ces recompositions, notamment en termes d'intégration (par l'accès à la propriété par exemple) et d'exclusion (du fait du logement ou du travail), sont très différents dans des villes comme Sao Paulo et Paris. Ils relèvent plutôt de l'histoire de chacune de ces villes.

Urban territories and global societies : a parallel France/Brazil

We are often set to think that the actual stage of new global liberalism generates similar effects on the social economic combination in every large city worldwide and particularly in Europe and in America. But the dominant outlines of this remix, principally on the integration level (access

to property, for instance) and exclusion level (in connection with home and work), are very different in cities like Sao Paulo or Paris. They are rather related to the specific history of each.

INDEX

Mots-clés : ville globale, exclusion, Sao Paulo, Paris

Keywords : intégration, global town

AUTEUR

HÉLÈNE RIVIÈRE D'ARC

Hélène RIVIERE d'ARC est directeur de recherches au CNRS (CREDAL) et géographe. Ses travaux récents ont porté sur l'émergence de nouvelles régions de production, notamment au Mexique, et sur les recompositions socio-territoriales dans certaines villes d'Amérique latine.